N° 1831 — 5e Année — CINQ CENTIMES

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

RÉDACTION & ADMINISTRATION : ROUBAIX, 48, rue des Destinées (près la place de l'Hippodrome) — TOURCOING, rue Neuve, 55

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50 — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs — Un an, 24 francs

L'abonnement continue sauf ordre contraire.

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES... 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES... 0 fr. 50 la ligne
FAITS DIVERS... 1 fr. 50 la ligne
LOCALES... 0 fr. 75 la ligne

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 15.

Téléphone

La Politique Cléricale

La *Dépêche d'hier soir (lettre : Nouvelliste)* a compris la nécessité de rectifier sa position.

Elle reste sur le terrain hier déterminé d'une alliance des réactionnaires et des « modérés de gauche. » Elle insiste sur son projet, le développe et s'efforce de le rendre le plus séduisant possible. Mais elle a abandonné ses menaces premières, elle ne parle plus des *solutions extrêmes* qui conduiraient les cléricaux à voter pour les collectivistes.

Sans doute l'organe clérical a jugé que son procédé par trop manical pouvait aller à l'encontre du but qu'il s'est proposé. Ou bien considère-t-il l'avertissement comme suffisant, sans qu'il soit nécessaire d'y revenir davantage.

Dans tous les cas, le plan de bataille clérical apparaît, cette fois, dégagé de ses réticences et de ses allures comminatoires de la veille.

Il s'agit d'effrayer les républicains modérés, de leur faire un épouvantail du ministère Bourgeois, de montrer les propressistes sous des couleurs terrifiantes, et de rallier à soi quelques timorés.

C'est là la tactique du jour. Si, comme il est probable, elle ne réussit pas, demain on en adoptera une autre.

Les lecteurs de la *Dépêche* ont dû véritablement éprouver un frisson d'horreur et d'épouvante au tableau que notre confrère a tracé du parti progressiste.

Nous servons, paraît-il, de « fourriers aux révolutionnaires. »

Ce n'est point nous, pourtant, qui avons envoyé M. Lafargue à la Chambre. Ce n'est point nous qui avons offert l'Hôtel-de-Ville de Lille aux collectivistes...

Nous poursuivons la « spoliation des fonianes », uniquement parce que nous médien lons un projet d'impôt sur le revenu, préconisé par Gambetta, et qui, comme le reconnaissait il y a quelques jours le *Temps* lui-même, est analogue à plusieurs lois déjà en vigueur dans d'autres pays.

Nous étions « avant-hier des opportunistes, hier des progressistes ; nous sommes aujourd'hui des radicaux, et demain nous serons socialistes, menant la France à la catastrophe finale. »

Pourquoi s'être arrêté en chemin ? Pourquoi n'avoir pas poursuivi la gradation et ajouté que nous deviendrions après-demain des anarchistes, des émules de Vaillant et de Ravachol ?

Et, d'ailleurs, la *Dépêche* ne nous dissimule pas, il y a deux jours, que le danger socialiste n'existait pas, ou que du moins on ne pouvait l'envisager qu'à échéance si lointaine et si douteuse qu'il était à peine besoin d'en parler ?..

Faut-il continuer la série des abominations dont nous charge notre clérical confrère ? Faut-il dire qu'il nous représente comme des bourgeois bien rentés (hélas !) excitant les passions les plus dangereuses et livrant les « riches » comme autrefois on livrait le « juste » ?

Faut-il prendre au sérieux l'accusation qu'il nous adresse de « faire la courte échelle aux démolisseurs de la société et de la propriété individuelle » ?

En vérité, si la lecture de telles atrocités, les « modérés de gauche » ne passent point incontinent au parti clérical, dussent-ils être obligés de le suivre demain au camp socialiste, c'est qu'ils auront perdu toute pudeur et tout sentiment d'honnêteté publique.

Au résumé, à quoi tendent exactement les cléricaux ?

Cette alliance qu'ils offrent aujourd'hui, la touche en cœur et « la main tendue », aux « publicains « modérés », est-elle bien sérieuse, et pourrait-elle être durable ?

Il y a quatre ans, c'était aux collectivistes qu'ils s'adressaient, et l'on sait l'accueil qui leur fut réservé. Après avoir mené campagne en faveur de M. Lafargue, ils faisaient triompher à Avesnes le socialiste Defontaine sur un républicain « modéré », M. Herbecq, et ils opposaient à Lille leur candidat Loyer au candidat même de l'*Echo du Nord*, M. Verly.

A supposer que les convictions des républicains modérés, que tous leurs principes et tout leur passé ne protestassent point avec indignation contre la proposition de désertion à laquelle on les convie, quel fonds pourraient-il faire sur un parti qui a donné en si peu de temps les spectacle de tant de volte-face et de tant de palinodies ?

Quelle confiance avoir en des gens qui retournent leur veste avec une désinvolture aussi exemple de préjugés et de scrupules ?

Ah ! le but que poursuivent nos adversaires est bien visible et bien transparent, et la *Dépêche* a raison de dire que ses manœuvres sont cousues de fil blanc.

Ce que projètent les cléricaux, ce n'est point tant de rallier quelques suffrages républicains qui ne sauraient suffire à assurer le succès de leurs candidats aux prochaines élections municipales, que de semer la suspicion, le trouble, la division dans notre parti, de le désagréger non seulement en vue des élections municipales prochaines, mais encore et surtout en prévision des luttes politiques de l'avenir.

Ils savent bien qu'unis et disciplinés nous sommes invincibles, et ils n'attendent la victoire que de nos discordes éventuelles.

Leur feinte modération d'aujourd'hui n'est que tromperie et duplicité. Et leur passé de tyrannie et de persécutions anti-républicaines, l'exemple de ce qui se passe dans les pays où ils sont les maîtres, en Belgique notamment, sont là pour nous montrer comment ils entendent « l'apaisement entre citoyens dans le respect des libertés et des droits. »

Et puis, la *Croix* ne proclame-t-elle pas, chaque jour, que nul ne sera candidat de son parti qui ne souscrira point au programme minimum des revendications catholiques ?

L'alliance proposée par la *Dépêche* ne pourrait donc reposer que sur le mensonge, l'hypocrisie et la fourberie.

Nous ne la redoutons point.

Mais il était nécessaire, néanmoins, pour l'édification de tous les républicains, de percer à jour les manœuvres de nos adversaires, de montrer sous leur véritable aspect les machinations et les artifices du cléricalisme et du jésuitisme.

Georges ROBERT.

Echos et Nouvelles

On parle du prochain remplacement de M. Herbette, ambassadeur à Berlin, par M. Cambon, gouverneur de l'Algérie.

* *

Le recensement dans l'armée :

Le ministre de la guerre a envoyé aux commandants de corps une circulaire pour les inviter à faire le recensement de tous les hommes de troupe qui passeront à la caserne, en corps ou dans un établissement militaire la nuit du 28 au 29 mars.

Ces bulletins de recensement remplis par les hommes seront résumés dans une feuille récapitulative qui, jointe aux bulletins nominatifs dressés par les maires pour la population civile, servira à faire le relevé général de la population en France.

* *

L'Académie royale des sciences de Berlin, a élu, hier, comme membre correspondant, M. Henri Poincaré, membre de l'Académie des sciences, professeur de physique mathématique à l'Ecole polytechnique.

M. Henri Poincaré est le frère de l'honorable vice-président de la Chambre des députés.

* *

Une respectable vieille :

Chacun sait que le chat peut vivre de dix à douze ans, en cette même quelque-uns de ces félins vivent jusqu'à l'âge de seize ans. Mais ces chats étaient jusqu'ici considérés comme les Mathusalem de la gent félins.

En voici bien d'une autre, car l'*Elleuer* signale une chatte qui est née en 1888 et est par conséquent âgée, à l'heure actuelle, de vingt-huit printemps.

Elle est la propriété du portier du palais de Rambouillet.

Elle a donné le jour à deux cents petits et a eu régulièrement ses portées jusqu'en 1892.

Mais, hélas ! la vieillesse impitoyable l'a touchée, sa santé est excellente, mais elle n'a plus que quatre dents.

* *

Combien y a-t-il d'habitants sur la terre ?

Epineuse question si l'on songe aux difficultés croissantes du recensement chez les sauvages, barbares, nomades et autres gens qui vivent à leur guise et n'éprouvent aucun désir de faire autrement. Mais cela n'arrête pas nos savants statisticiens. En effet, ils déclarent que la population totale de la terre s'élèverait, aujourd'hui, au chiffre de 1,470,129,000 habitants, soit à peu près un milliard et demi.

Sur ce nombre, l'Asie posséderait à elle seule plus de la moitié, 825 millions environ, dont 361 millions pour la Chine et 252 millions pour l'Inde anglaise.

* *

On a fait, il y a deux jours, à la mairie du IIe arrondissement, la déclaration de naissance d'un enfant du sexe féminin, privé de bras et de jambes.

Un médecin a constaté que ce phénomène avait lieu chez les personnes normalement constituées, ce qui lui donne toutes chances de longue vie.

Mais alors, la pauvre fille aura plus tard bien de la peine à accorder sa main.

L'affaire Rességuier-Jaurès

Toulouse, 6 mars. — Le procès Rességuier-Jaurès entre dans une phase imprévue. Le président du tribunal ne pourra peut-être pas rendre compte de longtemps à cause de la maladie subite qui vient de le frapper à la tête.

Le jugement devait être rendu aujourd'hui. A l'ouverture de l'audience, le premier juge a annoncé que le jugement serait rendu à une audience ultérieure, dont il ne pouvait fixer la date, à cause de l'indisposition du président. L'émotion a été grande en apprenant ce retard.

Le président n'a que 49 ans, il y a deux ans qu'il s'était marié avec sa cousine, âgée de 21 ans, dont il avait eu un enfant, il y a huit à dix mois.

Le procès Rességuier-Jaurès est donc loin d'être terminé. Il est fort possible que tout soit à recommencer.

La Photographie du cerveau

M. Fernand Honoré annonce dans l'*Illustration* que la photographie à travers les corps opaques comptera bientôt à son actif un nouveau succès :

Voici une personne dont vous voulez radiographier le cerveau pour savoir s'il ne s'y trouve pas une araignée. Le boîte crânienne intercepte les rayons X et, si vous essayiez de la tenir de pose de manière à la rendre transparente, les matières qu'elle cache, saturées elles-mêmes de lumière, ne donneront sans doute aucune image. Mais projetez simplement sur le front le rayonnement d'une ampoule. Laissez le crâne s'imbiber pendant quinze, vingt, trente minutes de cette lumière étrange, et il perd son opacité. Vous arrivez alors avec une autre ampoule, et vous radiographiez le cerveau de la belle créatrice comme s'il était à nu. Telle est l'expérience fantastique que l'on prépare en ce moment.

La Crise italienne

La séance de la Chambre des députés a été d'une violence inouie, plus encore que les dépêches ne pouvaient le faire prévoir ; et l'attitude hautaine de M. Crispi, dans sa terrible chute et au milieu du deuil de son pays, a porté à son comble l'exaspération de tous les partis. Les tribunes étaient bondées d'un public haletant, la tribune de la presse en particulier, expression bien plus vive du sentiment public, qui animait les foules, lorsque M. Crispi a pris la parole pour lire la communication du gouvernement. Si c'est une qualité pour un homme d'Etat, dans une telle situation, de se montrer arrogant, provocant, railleur jusqu'à la dernière minute, M. Crispi a eu cette qualité à la perfection. Il annonce que les ministres ont remis leur démission au roi, et les applaudissements éclatent de toutes parts.

Presque tous les députés sont debout ; leurs bravos se prolongent et répondent avec une animation sans égale. M. Crispi, quand il peut se faire entendre de nouveau, annonce qu'il reste « pour assurer la marche des affaires courantes et pour assurer le maintien de l'ordre. » C'est alors une explosion de cris, de sifflets, de vociférations, inénarrable indescriptible ; les bras sont tendus avec des gestes de menace et d'indignation. On ne comprend pas que celui qui a tout perdu se targue encore de conduire « les affaires courantes » et de « maintenir l'ordre ». Dans une tribune, un théologie et cardinal qui lui doit ses désastres, M. Crispi, en face de cet orage qui fond sur sa tête, salue à droite et à gauche, sourit avec une suprême ironie.

Alors les ministres se retirent, M. Crispi à leur tête ; M. di Rudinì demande la parole, mais M. Villa, le président, déclare la séance suspendue et quitte la salle. Un grand nombre de députés restent ; ils refusent de se rendre à la séance secrète où on les convoque, déclarant qu'ils délibéreront devant le public. Les journalistes aussi refusent de sortir. Leur tribune est envahie par la troupe. De nombreux incidents se produisent et, pour se faire une image exacte de ces scènes, il faut avoir vu les manifestations à Rome dans les circonstances critiques.

Au dehors, sur la place, à Montecitorio, la foule se livre à l'expression passionnée de tous les sentiments qui l'agitent. Les députés, qui finissent par sortir, sont acclamés ou sifflés, suivant leur manœuvre. M. Cavallotti est accompagné d'un nombreux cortège, suivi par la police et par la troupe qui le signalent.

De toutes les provinces arrivent des dépêches qui témoignent de l'émotion de l'Italie entière.

Cette crise générale, qui nous rappelle des spectacles assez semblables auxquels nous avons assisté chez nous, ne nous inspire qu'une profonde sympathie toute fraternelle pour la noble nation italienne. Nous ne savons plus rien de nos anciens griefs : nous ne voyons que le malheur et la juste colère d'un peuple ami ; nous lui souhaitons la force d'âme, le sang-froid, la maîtrise de soi-même, qui permettent seuls de surmonter des situations aussi difficiles. L'Italie a encore devant elle de glorieuses destinées, si elle revient à une politique plus conforme à ses intérêts et à son génie.

Hector DEPASSE.

Nos Dépêches

Nouvelles parlementaires

Au Sénat

Le cumul

Paris, 6 mars. — Parmi les trop nombreuses propositions qui sommeillent dans les cartons du Sénat, il en est une particulièrement intéressante.

C'est celle qui vise l'*Interdiction du cumul de l'indemnité législative des sénateurs avec les traitements de l'Etat.*

Votée par la Chambre dans sa session ordinaire de 1895, elle fut transmise au Luxembourg le 9 juillet 1895.

La commission sénatoriale chargée de l'examiner fut constituée le 26 octobre 1895, sous la présidence de M. Ernest Hamel.

Après quelques séances, la majorité de la commission se prononça pour le maintien du *statu quo*, c'est-à-dire pour le rejet de la proposition de la Chambre et chargea M. Cordelet de rédiger un rapport en ce sens.

Mais probablement dans l'embarras de justifier ses conclusions, l'honorable sénateur de la Sarthe ne l'a pas encore déposé et rien ne semble faire prévoir une solution prochaine.

La gauche démocratique du Sénat fut émue de ces atermoiements et a chargé son vice-président, M. Maxime Lecomte, de s'enquérir auprès du président de la Commission, des motifs qui ont provoqué l'ajournement indéfini d'une proposition dont l'urgence s'impose.

La réforme des boissons

La commission des boissons se réunira demain pour entendre le ministre des finances, qui a chargé le président de la Commission de présentations sur certains points du rapport de M. de Vernuéjoul.

A la Chambre

LE SERVICE DES PENSIONS

Tous les économistes, tous les financiers sont d'accord pour constater le danger résultant de l'augmentation toujours croissante des crédits nécessités par le service des pensions.

Tenant compte de ces légitimes préoccupations, le gouvernement s'est efforcé, en préparant le budget de 1897, d'enrayer dans la mesure du possible, cette marche anormale qui est une des principales causes du l'embarras de notre situation financière. Il a décidé tout d'abord de ne demander aucune augmentation pour le chapitre des pensions civiles, qui reste fixé au chiffre respectable de 69,695,000 fr.

D'autres chapitres tels que ceux relatifs aux victimes du 2 décembre et aux survivants des blessés de 1848 ont pu être réduits, le premier de 207,400 francs le second de 13700 fr., par suite du décès d'un certain nombre de titulaires. Mais, par contre, les pensions militaires se sont encore accrues. Celles de la guerre atteignent 34,404,000 francs, soit une augmentation de 2 millions sur l'année dernière : celles de la marine passent de 34,672,000 fr. à 36,918,000 fr. Tout compte fait, l'ensemble de la dette viagère de l'Etat s'est-à-dire des retraites et des pensions de toute nature s'élèvera l'année prochaine à 228,820,321 francs.

C'est un joli denier.

L'élection Wilson

Contrairement à ce qu'on pensait, le rapport de M. Fleury-Ravarin sur l'élection de Lochon a été rétabli à l'ordre du jour de la Chambre. Il sera discuté au début de la séance de demain. L'Etat de santé de M. Wilson serait donc assez satisfaisant pour lui permettre de revenir au Palais-Bourbon, où il n'a pas mis les pieds depuis de longues semaines. La commission conclut, on le sait, à l'enquête.

T. H.

L'Impot sur le revenu

devant la commission du budget

Paris, 6 mars. — La commission du budget s'est réunie aujourd'hui, à 2 h. 1/2, sous la présidence de M. Cochery.

M. Paul Delombre a fait un rapport verbal sur les résultats de l'étude à laquelle la commission a procédé dans ses dernières séances :

La commission, dit-il, a tenu à examiner dans toutes ses dispositions le projet d'impôt sur le revenu global, proposé par le gouvernement. Cet examen minutieux a montré combien l'impôt sur le revenu global, fondé sur la déclaration, la taxation arbitraire et les investigations vexatoires, serait contraire aux vœux du pays tout entier.

Cette question de l'impôt sur le revenu global ne saurait, ajoute-t-il, être laissée en suspens, sans seulement en raison de la gravité des intérêts qu'il alarme, mais par suite de la nécessité d'affirmer nettement les résolutions de ne pas ajourner la réforme des contributions directes.

Le rapporteur expose en conséquence l'avis qu'il y a lieu d'inviter le gouvernement à présenter un nouveau projet de réforme des contributions directes qui permettent d'atteindre équitablement les revenus sous leurs diverses formes et de mieux répartir les charges qui pèsent sur l'agriculture et le travail. Il a soumis à la commission un projet de résolution dans ce sens.

Grave incident à la commission de l'armée

Paris, 6 mars. — Le Ministre de la Guerre a longuement défendu devant la commission de l'armée son système de réorganisation du 19e corps. A la fin de ses explications un grave incident s'est produit.

On a demandé au ministre s'il avait pris sur son projet l'avis du conseil supérieur de la guerre.

M. Cavaignac a répondu qu'il avait effectivement consulté le conseil supérieur, mais il a ajouté qu'il ne refusait de faire connaître l'avis de ce conseil.

Jaurès, à ce dit, comme ministre responsable devant le parlement, et c'est mon avis seul que j'ai à faire connaître.

La commission, après le départ du ministre, a estimé qu'il était nécessaire de connaître l'avis du conseil supérieur de la guerre, et par 14 voix contre 6 elle a chargé son président, M. Mézières, de se rendre auprès du ministre de la guerre pour insister de nouveau en vue d'obtenir communication de l'avis du Conseil supérieur de la guerre.

La Commission s'est ajournée à demain pour recevoir communication du résultat de cette démarche et aviser.

AU CONSEIL D'ÉTAT

La question des processions

Paris, 6 mars. — Dans sa dernière séance, le Conseil d'Etat a examiné les recours formés par l'abbé Laforge, doyen curé de Chauteauy (Nièvre), l'abbé Martin, desservant de Meaulne (Allier), et l'abbé Couffy, curé de la cathédrale de Tulle, qui, pour se soustraire à l'effet des contraventions pour lesquelles ils avaient été déférés aux tribunaux de police, avaient élevé la question d'abus contre les arrêtés municipaux, intéressant les processions.

Le conseil d'Etat a confirmé sa jurisprudence, en rejetant ces recours.

*

Le conseil a définitivement rejeté les protestations contre l'élection de M. Duportal dans le canton nord de Toulouse.

Le Voyage présidentiel

Visite au prince de Monaco

Monaco, 5 mars. — En sortant de chez l'empereur d'Autriche M. Félix Faure s'est rendu ensuite à Monaco où il a été reçu par le prince Albert et la princesse.

La colonie française a été présentée à M. Félix Faure, dans la salle du Trône, par M. Glaize, consul de France. Le défilé de nos compatriotes a duré plus d'une demi-heure.

Avant de quitter le palais, le président a remis les insignes de chevalier de la Légion d'honneur au prince héritier.

Visite au tsarewitch

A la Turbie, le président rend au tsarewitch sa visite de la veille.

L'entrevue de M. Félix Faure a duré vingt minutes. La conversation a porté particulièrement sur l'accueil fait hier par Nice au prince héritier et aux grands-ducs, accueil dont ils ont été très émus ; elle a roulé aussi sur des épisodes du voyage présidentiel, mais sans effleurer aucun sujet politique.

A 5 heures quarante, le président de la République a quitté la Turbie ; il est arrivé à Nice à 6 heures. Il a dîné en tête-à-tête avec les hauts fonctionnaires conviés à sa table.

La journée du 6 mars

Le départ du Président

Nice, 6 mars. — M. Félix Faure a quitté ce matin Nice pour se rendre à Antibes et à Draguignan.

M. Félix Faure, accompagné des ministres et du préfet, a quitté la préfecture à six heures trente, pour se rendre à Antibes. Les députés, les sénateurs, le municipalité, les principaux fonctionnaires l'attendaient à la gare.

A sept heures, le Président et sa suite montent dans le train qui s'ébranle à sept heures cinq, au cris répétés de : « Vive le Président ! »

A ANTIBES

Le train présidentiel est arrivé en gare d'Antibes, à 7 heures 31.

Un bataillon du 112e rendait les honneurs militaires.

Dans un terrain voisin de la gare, on avait construit une enceinte faite de mâts reliés par des guirlandes de fleurs et de feuillage. L'intérêt était formé par un arc de triomphe portant l'inscription :

La Ville d'Antibes à Félix Faure

encadrée par deux panoplies.

Dans l'enceinte les autorités locales sont toutes réunies. Tout autour, une foule compacte venue d'Antibes et de toutes les localités voisines.

Le Président, reçu par le maire, M. Soleau est conduit sur une estrade élevée au centre de l'enceinte.

Le maire souhaite la bienvenue à M. Félix Faure au nom d'Antibes, berceau et tombe de héros. Il est heureux de saluer le président et de l'assurer des profondes sympathies de la population.

M. Félix Faure remet une médaille d'honneur à des pompiers académiques, M. Guillaumet, directeur de la Caisse d'épargne. Le maire offre au président un bouquet, une couronne de fleurs et un album de vers photographiques. Les autorités défilent ensuite devant le chef de l'Etat, qui s'entretient un instant avec le consul de Grèce et d'Italie. Puis il circule dans la foule qui l'accueille aux cris de : « Vive Félix Faure ». On crie également « Vive Bourgeois ! »

Une vieille centenaire, surnommée dans le pays la mère Ibrahim, portant son ancien costume local brillant, la croix de la Légion d'honneur et la médaille militaire, accueille chaleureusement le Président.

D'Antibes à Draguignan

Le train quitte Antibes à 7 h. 51 et s'arrête une minute à Cannes. — Le président serre la main aux autorités. Sur le quai, les pompiers présentent les armes. La musique municipale joue la *Marseillaise*.

A la gare des Arcs, arrêt de quelques minutes pour changer de machine.

Le préfet du Var monte dans le train.

L'arrivée à Draguignan

Le train présidentiel s'arrête à 9 h. 1/2 à la gare de Draguignan.

Le président est reçu par le maire, M. Clauzel, qui lui souhaite la bienvenue.

Il monte avec les généraux Zurlinden et Tournier, et le maire de Draguignan dans un landau dont la partie arrière est recouverte par un dais tricolore.

Les honneurs militaires sont rendus par le 11e, dont la musique joue la *Marseillaise*. Les Milanes bien décorés défilent devant le président, qui a remarqué surtout la décoration du Velo-Sport, fraternelle.

La foule crie : « Vive Félix Faure ! Vive Bourgeois ! Vive Lockroy. »

A DRAGUIGNAN

Draguignan, 6 mars, 10 h. 45. — La réception des autorités a lieu à la Préfecture à 9 h. 45. Un incident se vient signaler cette cérémonie, analogue à toutes celles qui ont déjà précédé.

Le maire socialiste de Flayosc félicite M. F. Faure d'avoir appelé M. Bourgeois à la présidence du Conseil et l'assure que les ouvriers sont tout dévoués au gouvernement républicain.

M. Bédoc, président du Conseil général, reçoit la croix d'officier de la Légion d'honneur. Les palmes d'officier de l'instruction publique sont décorées à MM. le docteur Doje, Dilhoc, inspecteur primaire, Bonnet, instituteur à Bayols, Tommasi, sous-préfet de Brignoles.

Le président distribue ensuite quatre croix de mérite agricole et cinq médailles du travail.

La réception terminée, le président visite l'hospice : sur le parcours, on entend de nombreux cris : « Vive Bourgeois ! »

M. Félix Faure se rend ensuite au banquet offert par la ville au Théâtre.

Au dessert, le maire porte un toast au Président. Ce dernier adresse aux républicains de la ville il rappelle que Draguignan a toujours lutté pour les libertés publiques et que, si la France avait suivi son exemple, jamais Louis Napoléon n'eut été nommé Président de la République.

M. Félix Faure répond qu'il est très touché des sentiments de patriotisme et de républicanisme exprimés par le maire et auxquels il rend justice.

A onze heures cinquante le Président quitte Draguignan.

Arrivée à la Ciotat

La Ciotat, 6 mars, 2 h. 40 s. — Sur tout le parcours de Draguignan à la Ciotat, les gares sont pavoisées.

A Toulon, le train arrête cinq minutes, les autorités viennent saluer le président de la République, MM. Mesureur, ministre du commerce; Peytral et Vellon, sénateurs, Charles Roux, Leydet, députés, maintenant dans le train.

L'arrivée à La Ciotat, gare supérieure, a lieu à deux heures deux.

M. Thouvel, président du Conseil général des Bouches-du-Rhône, salue, au nom du département, le Président de la République, pour qui il affirme le respect des populations, pleines de confiance dans le gouvernement. M. Peytral souhaite la bienvenue à M. Félix Faure au nom de la représentation des Bouches-du-Rhône.

M. Félix Faure quitte le train qui l'a amené et monte dans un landau qui le conduit à la gare inférieure où il arrive à 2 heures 25. Dans la cour de la gare, le Président est salué par M. Antide Boyer, député. Devant la mairie, pavoisée sont rangés les enfants des écoles. La population applaudit. La musique joue la *Marseillaise*.

A LA CIOTAT

Les réceptions ont lieu dans la salle des mariages, où le maire, M. Régnier souhaite la bienvenue au président. Le curé salue le chef de l'Etat « Expression de l'autorité divine ». Puis défilent les prud'hommes pêcheurs dans leur costume pittoresque, grand maniteau et chapeau empanaché.

Après les réceptions, M. Félix Faure se rend à pied aux ateliers des manœuvres maritimes.

Sur tout le parcours, les quelques cris : Vive Félix Faure sont dominés par de très nombreux cris : Vive Bourgeois ! A bas le Sénat !

A son entrée dans l'usine, M. Lefèvre-Pontalis président du conseil d'administration, remercie M. Félix Faure de sa visite et lui rappelle les témoignages de sympathie comme particulier, comme ministre, comme Président de la République.

Dans l'atelier de montage et d'ajustage, les ouvriers en costume de travail, applaudissent M. Félix Faure mais crient « Vive Bourgeois ». C'est une manifestation nettement radicale.

A quatre heures, le Président quitte La Ciotat pour se rendre à Marseille.

A MARSEILLE

Marseille, 6 mars, 8 h. du soir. — Le train présidentiel est entré en gare à 4 h. 45.

Le président se tient sur la plate-forme et sylue. Des cris nombreux de : Vive Bourgeois ! vive Félix Faure ! se font entendre. La musique joue la *Marseillaise*.

M. Félix Faure se rend dans le salon d'honneur où M. Flaissières, entouré de la municipalité, lui souhaite la bienvenue au nom de la population entière.

Le président remercie, puis le président du conseil d'arrondissement prononce quelques paroles.

Le président se rend ensuite dans la cour de la gare où il remet la décoration de grand-officier de la Légion d'honneur au général Zurlinden et la croix de chevalier à d'autres officiers.

Le président se rend ensuite à la Préfecture. L'enthousiasme de la foule est indescriptible. L'aspect de la ville est véritablement féerique. A la préfecture a eu lieu un grand dîner. Puis ont eu lieu les réceptions des autorités civiles et militaires.

Au cours des réceptions l'évêque de Marseille a prononcé un long discours.

UN INCIDENT

M. Félix Faure répond quelques mots, mais voyant qu'un prêtre sténographe ses paroles, il s'arrête et déclare qu'il ne répondra son allocution que quand le prêtre aura fini de sténographier.

Après l'évêque, les présidents des consistoires israélite et protestant prononcent une allocution patriotique, puis le maire, présentant le conseil municipal lui dit : « Dans la sphère modeste de nos attributions attachons-nous à imprimer cet esprit démocratique qui anime les populations et forme l'essence même du gouvernement que vous représentez. Notre collaboration loyale assure ceux que vous avez si heureusement choisis pour leur attribuer la direction des affaires, de toute notre sympathie et de notre confiance.

D'autres discours sont prononcés par le président du Tribunal général, le président du tribunal de commerce.

En présentant la délégation italienne qui avait demandé hier une entrevue à M. Félix Faure, le président de cette société a assuré le Président de la République de la reconnaissance des Italiens pour la large hospitalité que leur offre la France.

Les réceptions sont terminées à 6 heures.

M. Félix Faure s'est retiré dans ses appartements.

La soirée

Le président de la République a quitté la préfecture à 9 heures 5 pour se rendre au Grand-Théâtre.

Sur tout le parcours jusqu'à la place Beauveau, plus de 10,000 personnes acclament le président avec un enthousiasme indescriptible.

Au Grand-Théâtre, où se donnait une représentation gratuite de *Siguard*, toutes les places sont occupées par le public.

Au moment de son entrée, M. Félix Faure est acclamé par tous les assistants qui se tiennent debout.

Les applaudissements retentissent. C'est du délire. Le président très ému salue les spectateurs dont les acclamations redoublent.

Le silence se fait enfin et M. Bonhourdeque chante la *Marseillaise*. M. Bonhourdeque est applaudi.

DRAME MYSTÉRIEUX

UN FORCAT INNOCENT

Quatrième audience

Riom, 6 mars. — Très peu de monde à l'audience d'aujourd'hui. Le défilé des témoins continue.

Le jardinier Coulamb, que Marie Michel était venue chercher, le jour de Cauvin, pour aider à l'ensevelissement de la morte, provoque les rires de l'auditoire en disant : « Quand j'ai touché cette femme, j'ai dit : — Mais il y a longtemps qu'elle est morte, elle est raide comme un morceau de bois.

Des voisines de Mme Moutiet décrivent des témoignages de bonne conduite à Marie Michel ; un autre témoin déclare que l'attitude de Cauvin, après le crime, lui inspira des soupçons; un troisième, une fabricante de pipe à Marseille, confirme que le soir du crime elle a vu Cauvin se diriger à une allure précipitée vers la ville qu'il habitait, la ville Dahouey.

M. Paul Stettler, employé au Comptoir d'escompte de Marseille, dit qu'il apprit la nouvelle de l'assassinat de Mme Moutiet par la lecture du *Soleil du Midi*.

Nous en finirons ailleurs, dit-il. Ma femme se rendit aussitôt chez Mme Cauvin pour lui faire une visite, mais elle fut reçue si gaiement qu'elle lui dit : « Je venais vous faire une visite de condoléance, mais vous paraissez si gaie que je suis tentée de vous adresser mes félicitations. »

Quand ma femme quitta Mme Cauvin, celle-ci lui dit : « On parlera bien de cette affaire ; mais notre cousin est conseiller à Aix et il saura bien l'arranger. »

L'audience est suspendue à midi.

LES ITALIENS

après la défaite

Au Quirinal

Rome, 6 mars. — Le roi a reçu ce matin, à huit heures et demie, le général Pelloux, à neuf heures le député Cadolini, et à neuf heures et demie le député Colombe.

Rome, 6 mars. — Quoique le roi n'ait encore pas fait ses adieux aux ministres sortants, le nouveau cabinet, le *Popolo Romano* et le *Messaggero* croient à la constitution d'un cabinet di Rudini-Ricotti, avec la collaboration de MM. Crispi, Colombo, Carmine et Galli.

Troubles à Milan

Les dépêches de Milan signalent une manifestation hostile dans cette ville ; toutefois les vitres ont été cassées. Les manifestants se sont rendus à la gare sur le faux bruit du départ des troupes pour l'Afrique, dans le but de les empêcher de partir. La foule, exaspérée, brise les vitres, blessant quelques soldats et agents de police. La troupe intervient, mais la gare ne peut être évacuée qu'à deux heures du matin. On signale plusieurs blessés parmi les représentants de la force publique ; quelques manifestants ont été blessés également. Un grand nombre d'arrestations ont été opérées. Ce matin, une pro-

Le Docteur Ch. Mérat, 12, rue Pierre-Levée, Paris, guérit les Maladies Secrètes, Syphilis, Blennorragie, Pertes, Rétrécissements, Impuissance, Faiblesse, Vessie, Reins, Dartres, Boutons, Eczéma, Rougeurs, Chute des cheveux, Douleurs, Rhumatismes, Ecoulements, Glandes, Ulcères, Tumeurs, Cancers, Hydrocèle, Varicocèle, Hernie, Vessie, Pierre, Gravelle, Rétention d'urine, Incontinence d'urine, Coliques, Douleurs, Constipation, Hémorroïdes, Vertiges, Bourdonnements, Mauvaise haleine, Dyspepsie, Mélancolie, Tristesse, Idées noires, Manque d'énergie, Faiblesse générale, Epuisement, Vieillesse, Maux de tête, Douleurs, Insomnies, Nervosisme, Tremblements, Etourdissements, Mauvaises digestions, Ennui